Bulletin de la Sabix

Société des amis de la Bibliothèque et de l'Histoire de
l'École polytechnique

65 | 2020

De la Montagne au Plâtal

Le transfert de l'École polytechnique à Palaiseau dans son contexte historique

Émilia Robin

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/sabix/2637>

DOI : 10.4000/sabix.2637

ISSN : 2114-2130

Éditeur

Société des amis de la bibliothèque et de l'histoire de l'École polytechnique (SABIX)

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2020

Pagination : 13-30

ISSN : 0989-30-59

Référence électronique

Émilia Robin, « Le transfert de l'École polytechnique à Palaiseau dans son contexte historique », *Bulletin de la Sabix* [En ligne], 65 | 2020, mis en ligne le 03 septembre 2020, consulté le 12 novembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/sabix/2637> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/sabix.2637>

Le transfert de l'École polytechnique à Palaiseau dans son contexte historique¹

Émilia Robin*

Le transfert de l'École polytechnique à Palaiseau est un épisode connu dans ses principaux aspects: décision de principe en 1961, inscription dans le Ve Plan en 1965, confirmation par le général de Gaulle en 1968, début des travaux en 1970, début de la construction en 1972, installation de l'École à Palaiseau en 1976. Ce numéro est l'occasion de livrer de nouveaux témoignages et de nouveaux angles d'approche (par exemple la presse, ou les réactions locales) sur ce qui fut une crise importante dans l'histoire de l'institution. Paradoxalement, la bibliographie historique est embryonnaire, laissant d'importantes zones dans l'ombre: l'on aimerait disposer par exemple d'une histoire générale des grandes écoles, ou d'une histoire d'ensemble des implantations d'enseignement supérieur en Île-de-France. De même, le transfert de l'École polytechnique mériterait des études plus approfondies, que ce numéro contribue notablement à ouvrir pour l'avenir.

Le cas de l'X est en effet spécifique, comme l'a souligné Christian Hottin dans son étude comparative sur le transfert en banlieue de trois grandes écoles (HEC, Centrale, Polytechnique): contrairement aux deux autres institutions étudiées, le déménagement suscite chez certains polytechniciens une opposition tardive, en 1972, qui semble « s'affranchir de toute rationalité » et reposer sur une histoire de leur école « vécue de manière presque charnelle »². Pour comprendre ce phénomène, qui a marqué les mémoires et que les témoignages proposés dans ce numéro permettent de mieux cerner, le rôle de l'historien est de situer l'événement dans un contexte plus large, pour en interroger les origines.

En effet, la décision du transfert de l'École polytechnique hors de Paris a une genèse complexe, au carrefour des logiques nationales d'aménagement du territoire et des besoins spécifiques de l'institution. L'École avait plusieurs fois, au cours de son histoire, envisagé un transfert (à Saint-Germain-en-

* Chercheuse associée à l'UMR SIRICE.

1. Cet article n'aurait pu voir le jour sans l'aide d'Olivier Azzola, conservateur aux archives de l'École polytechnique, que nous remercions chaleureusement pour son accueil et sa gentillesse. De même, nous tenons à remercier Maurice Bernard pour le temps qu'il nous a consacré et les documents qu'il nous a aimablement communiqués, et Jean-Pierre Bégon-Lours pour ses précisions concernant le GXM. Enfin, nos remerciements vont à la SABIX et à toute l'équipe de son bulletin, Marie-Louise Casademont et Pierre Couveinhes en premier lieu, à la fois pour la patience et pour la confiance qu'ils nous ont témoignées.

2. Hottin C., « Les délices du campus ou le douloureux exil », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 102 | 2004, mis en ligne le 2 janvier 2009, consulté le 19 avril 2019. URL: <http://journals.openedition.org/histoire-education/721>.

Laye, ou encore à Fontainebleau), et s'était délocalisée à Lyon pendant la Seconde Guerre mondiale. De son côté, constatant les inégalités du territoire national au sortir de la guerre, la puissance publique souhaite développer des pôles de rééquilibrage portés par les infrastructures et l'industrie, mais aussi les services et la recherche. Le transfert de l'École polytechnique à Palaiseau naît donc de la convergence entre des politiques spécifiques portées par l'idée de modernisation : aménagement du territoire, dynamiques de la recherche scientifique, évolution interne de Polytechnique.

Aménagement du territoire et exemplarité

L'enseignement supérieur et la recherche, une stratégie nationale

Les transformations de l'enseignement supérieur et de la recherche dans la France des années 1960 commencent à faire l'objet d'études précises, qui permettent de mieux saisir les mécanismes à l'œuvre³. L'on mesure désormais le rôle des réflexions préparatoires menées sous la IV^e République, autant par les milieux universitaires (colloque de Caen de 1956) que par les gouvernements : mesures de décentralisation de juin 1955, débouchant notamment sur le rapport Sudreau publié en novembre 1956, qui recense les établissements publics de la région parisienne susceptibles d'être transférés en province. De même, l'on connaît désormais bien le rôle décisif de la DGRST⁴ créée dès les débuts de la V^e République pour donner à la recherche l'impulsion

nécessaire. Pour le général de Gaulle en effet, la science est une priorité, servant à la fois le rayonnement international (on parlait à l'époque du « prestige »), la croissance économique et la puissance militaire⁵.

Instrument de puissance, la recherche est également un instrument de développement territorial. Lors de la préparation du V^e Plan en 1963-1965, qui adoptait une approche régionalisée, les crédits scientifiques sont répartis à l'échelon de l'État, et un groupe « Localisation » travaille spécifiquement sur leur répartition. Trois principes guident leur action : développer des « métropoles de recherche » qui feront contrepoids à Paris, encourager certaines spécialisations disciplinaires, et rééquilibrer le paysage scientifique français en faveur de l'Ouest⁶. L'on retrouve, sur le plan de la recherche, les orientations globales de l'aménagement du territoire à l'époque gaullienne. La recherche n'échappe donc pas à cette loi commune : à partir de 1963, une autorisation est nécessaire pour implanter une activité nouvelle en région parisienne, laboratoires et instituts inclus, « y compris quand ils sont soutenus par les plus grands scientifiques »⁷.

L'École polytechnique dans le paysage des années 1960

Dans le système français, les grandes écoles ont pour mission de fournir ses cadres à la nation : avec les Trente Glorieuses, elles subissent une forte pression, causée à la fois par le *baby-boom* et les besoins de l'économie. L'après-guerre est en effet le moment d'une massification de l'enseignement supé-

3. Chatriot A. et Duclert V. (dir.), *Le gouvernement de la recherche. Histoire d'un engagement politique, de Pierre Mendès France au général de Gaulle (1953-1969)*, Paris : La Découverte, 2006, 418 p.

4. Délégation générale à la recherche scientifique et technique.

5. Ramunni G., « Les élites du savoir et de la technique », dans Bernstein S., Birnbaum P. et Rioux J.-P. (dir.), *De Gaulle et les élites*, Paris : La Découverte, 2006, p. 198-218.

6. Aust J., « Seuil critique, spécialisation, équilibre territorial. Le plan et la structuration de la carte scientifique française (1964-1965) », *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 109, 2014, p. 16.

7. *Ibid.*, p. 8. Madeleine Brocard a cependant démontré, dès la fin des années 1970, le caractère artificiel et limité de cette décentralisation de la recherche scientifique (Brocard M., « Aménagement du territoire et développement régional : le cas de la recherche scientifique », *Espace géographique*, X/1, 1981, p. 61-73).

rieur : 125 000 étudiants en 1945, 160 000 en 1955, 510 000 en 1968. Les grandes écoles ne sont pas directement concernées par cette augmentation du nombre d'étudiants, leur recrutement se faisant sur concours et à effectifs stables d'année en année. Elles n'échappent cependant pas une double demande : premièrement, justifier leur statut et leurs privilèges alors que, proportionnellement, elles forment une part de plus en plus minime des diplômés du supérieur ; deuxièmement, contribuer à l'expansion économique en fournissant en plus grand nombre les cadres dont le pays a besoin.

Pour le premier point, c'est le rôle des associations d'anciens (SAS, SAX et AX⁸) de défendre l'image de Polytechnique. Elles s'y emploient activement tout au long des années 1960, notamment en soulignant la capacité d'adaptation d'une institution qui réforme peu à peu son enseignement et ses structures. Sur le deuxième point, elles sont plus prudentes : en 1957 par exemple, le conseil d'administration de la SAX estime qu'il n'y a pas assez de candidats au concours pour garantir le maintien du niveau des élèves recrutés si on en augmente le nombre⁹. Le besoin de former davantage d'ingénieurs est cependant suivi de près, des chiffres sont publiés régulièrement dans la presse polytechnicienne. Nous reviendrons sur cet enjeu du nombre, crucial dans la question du transfert.

D'autre part, les grandes écoles sont directement concernées par la politique de rééquilibrage du territoire entamée dans les années

1950. Les chiffres sont en effet alarmants : en 1962, 55 % des ingénieurs sont diplômés d'une école parisienne, et plus de 40 % des diplômés du supérieur, toutes filières confondues, habitent Paris¹⁰. De ce fait, l'État encourage un certain « malthusianisme universitaire » en région parisienne : on ne cherche pas à faire venir les étudiants à Paris, au contraire on envisage la décentralisation en province de grandes écoles, de laboratoires et de centres d'études¹¹. En filigrane derrière cette politique : l'inquiétude de voir les élites faire leur carrière là où elles ont été formées, et d'encourager par conséquent le maintien des filières de pointe en région parisienne, tandis que les régions feraient face à une pénurie d'ingénieurs et à des spécialisations industrielles vieillissantes.

Une politique de décentralisation des grandes écoles parisiennes est donc encouragée ou entreprise. Le rapport Boulloche, en septembre 1963, fait le bilan de deux années d'enquête sur les grandes écoles. Concernant les délocalisations, il reste très prudent, le détour poétique permettant de rester discret sur la virulence des réactions :

Une école se développe dans un certain milieu dont elle se nourrit et dont elle devient dépendante comme la plante du sol dans lequel elle plonge ses racines. Le déracinement d'une école présente des dangers peut-être plus graves encore que celui de la plante, s'agissant d'un organisme plus complexe et moins robuste.

8. En 1962, une fusion intervient entre les trois associations d'anciens élèves : la SAS (société amicale de secours des anciens élèves de l'école polytechnique, créée en 1865, tournée vers la bienfaisance et l'entraide), la SAX (société des amis de l'École polytechnique, créée en 1908 pour défendre de l'institution), et l'AX (structure créée en 1946 pour fédérer plusieurs dizaines d'associations polytechniciennes). De leur fusion naît l'AX (société amicale des anciens élèves de l'École polytechnique), ayant pour but d'organiser la solidarité entre anciens élèves, la défense de l'excellence polytechnicienne, de la place de l'institution dans les hiérarchies nationales (Danesi H., « Les associations polytechniciennes d'anciens élèves : solidarité, respect et promotion de l'institution », dans Belhoste B., Masson F. et Picon A. (éd.), *Le Paris des Polytechniciens : des ingénieurs dans la ville, 1794-1994*, Paris : Délégation à l'action artistique de la Ville de Paris, 1994, p. 69-75).

9. « Extraits du procès-verbal de la séance du conseil d'administration du 9 novembre 1957 », *La Jaune et la Rouge*, n° 115, avril 1958, p. 65-66.

10. Gravier J.-F., *Paris et le désert français en 1972*, Paris : Flammarion, 1972, p. 103.

11. Vadelorge L., « La genèse de la carte universitaire francilienne : du Padog aux villes nouvelles (1960-1974) », dans Bourillon F., Marantz É. et Méchine S. (dir.), *De l'Université de Paris aux universités d'Île-de-France*, Rennes : PUR, 2016, p. 85.

Aussi la rupture totale avec le milieu est-elle à déconseiller formellement.¹²

Selon le rapport Bouilloche, la délocalisation des grandes écoles présentes à Paris n'est donc pas strictement nécessaire. Mais il ne faut pas s'interdire de le faire, d'abord par besoin de place pour les laboratoires, ensuite parce que la nation a besoin d'« ingénieurs de culture scientifique générale » formés en plus grand nombre. Par conséquent, « le desserrement d'un grand nombre d'écoles de la région parisienne est donc un fait qu'il faut accepter »¹³.

De fait, de nombreuses écoles déménagent durant ces décennies. HEC, installée boulevard Malesherbes, décide dès 1954 de quitter Paris afin de se doter d'un campus moderne et de réorganiser profondément ses enseignements : après l'achat d'un domaine en 1958, l'école emménage à Jouy-en-Josas en 1964¹⁴. Centrale faisait partie des écoles identifiées en 1955-1956 par le rapport Sudreau comme susceptibles de quitter rapidement Paris et la rue Montgolfier. Après plusieurs péripéties (projet de fusion avec Centrale Lyon, terrain pressenti à Vaucresson...) et malgré l'opposition de la direction de l'école, Châtenay-Malabry est retenu et Centrale s'y installe en 1967¹⁵. En 1966, l'ESTA, école spéciale des travaux aéronautiques, quitte Paris pour le campus d'Orsay (elle rejoindra le pôle Léonard de Vinci en 1994 avant de disparaître quatre ans plus tard). La même année SupOptique, futur IOGS, installée depuis les années 1920 boulevard Pasteur, s'installe également

à Orsay. En 1967, l'on décide que SupAéro quittera ses locaux du boulevard Victor pour rejoindre le pôle aéronautique toulousain, ce qui sera chose faite en 1970. De son côté, l'École nationale de l'aviation civile (ENAC), créée à Orly en 1949, est relocalisée elle aussi à Toulouse en 1968. Enfin Supélec, à l'étroit à Malakoff, décide au début des années 1970 de rejoindre Orsay et le plateau du Moulon ; le déménagement a lieu en juin 1975.

Mais pourquoi Orsay ? C'est ce que nous allons maintenant chercher à comprendre.

Orsay-Saclay, naissance d'un pôle scientifique

Les études de cas (Grenoble, Nancy, Toulouse...) montrent que la création de pôles universitaires aux XIX^e et dans la première moitié du XX^e siècle tient à l'activisme des différents acteurs locaux (acteurs politiques, économiques, industriels, associatifs...) et de certains universitaires, conduisant à la création d'instituts techniques des facultés¹⁶. Après 1945, une double logique est à l'œuvre : soit une logique « spontanée » reposant sur « le jeu des configurations institutionnelles et scientifiques » ; soit une logique d'aménagement du territoire conduisant à renforcer certains pôles (comme Grenoble où s'installe un centre du CEA), ou à en créer de manière volontariste (par exemple à Lannion avec le CNET, à Sophia-Antipolis avec l'INRIA)¹⁷.

Dans le cas du sud-ouest de la région parisienne, c'est la logique « spontanée » qui est à l'œuvre, au carrefour entre opportunisme

12. *Les conditions de développement, de recrutement, de fonctionnement et de localisation des grandes écoles en France. Rapport du Groupe d'études [Président M. André Bouilloche] au Premier Ministre*, 26 septembre 1963, Paris : La Documentation française, coll. « Recueils et monographies », n° 45, p. 87.

13. *Ibid.*

14. *Ibid.*

15. Hottin, « Les délices du campus ou le douloureux exil », *op. cit.*

16. Rollet L., « Peut-on faire l'histoire des pôles scientifiques ? », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 122 | 2009, mis en ligne le 1er janvier 2014, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/1946>. Bibliographie très complète sur ces études de cas.

17. Grossetti M., « Villes et institutions scientifiques. Genèse des pôles scientifiques français », *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 62-63, 1994, p. 11.

immobilier, action personnelle et effets d'entraînement. Le résultat en sera un « formidable agglomérat banlieusard de science et de haute technologie, sans unité ni ambition propre »¹⁸, formé progressivement et sans plan d'ensemble, auquel le projet d'aménagement du plateau de Saclay à partir de 2005 viendra donner une dynamique tout à fait différente.

Le développement universitaire vers le sud commence dès avant la Première Guerre mondiale, au moment où l'engorgement du Quartier latin devient patent¹⁹. Relèvent de cette logique l'installation des laboratoires de l'ESTP à Arcueil en 1905, la création de la Cité universitaire porte d'Orléans à partir des années 1920, la construction de la cité universitaire d'Antony débutée en 1954.

Ce tropisme est lié à la disponibilité de terrains (l'urbanisation continue de la région parisienne s'arrête alors aux environs d'Antony) et à l'existence d'une liaison directe avec le Quartier latin via la ligne de Sceaux, futur RER B. En effet, reliée par le train à Paris depuis le milieu du XIX^e siècle (la ligne est ouverte en 1846 et dessert Saint-Rémy-lès-Chevreuse dès 1867), la vallée est depuis longtemps un espace de résidences secondaires. On connaît bien le cas de deux chercheurs à l'École polytechnique, Jomard²⁰ et Poincaré²¹.

L'action personnelle d'Irène et Frédéric Joliot-Curie est cependant cruciale pour comprendre la genèse du pôle Orsay-Saclay à partir de 1945²². Natif de Sceaux, Frédéric

Joliot-Curie se fixe par la suite à Antony, et apprécie le calme et la verdure de la vallée de l'Yvette, qu'il parcourt abondamment à pied et à vélo. Dès l'époque du Front populaire, puis de manière plus précise en 1942, les Joliot-Curie suggèrent d'y créer un campus pour la Faculté des sciences de Paris. Devenu directeur du CNRS en 1944, Frédéric Joliot-Curie fait acheter un domaine à Gif-sur-Yvette dès 1946 pour développer la recherche en biologie végétale. De 300 chercheurs en 1958, le centre passe à près de 900 chercheurs dix ans plus tard²³.

D'autre part, en tant que haut-commissaire à l'énergie atomique, Joliot pose avec Raoul Dautry les bases du CEA, décidant dès 1945 la construction d'un centre de recherches à Saclay. Celui-ci entre en activité en 1952. C'est également sur l'insistance de Frédéric Joliot-Curie que l'ONERA installe ses laboratoires dans le fort de Palaiseau en 1947-1948. On peut y voir une logique de « cité scientifique », ou tout du moins de proximité géographique : point tant avec la biologie (CNRS) et la recherche nucléaire (CEA), qu'avec le pôle aéronautique qui s'est développé sur le plateau de Saclay dans l'entre-deux-guerres avec les aérodromes de Toussus-le-Noble et Vélizy-Villacoublay, et qui se prolonge avec l'installation en 1946 du Centre d'essais des propulseurs (sous autorité militaire)²⁴.

Le rôle du couple de chercheurs reste fondamental dans les années 1950 pour le développement du pôle d'Orsay. Installés dans le fort de Châtillon où la pile atomique Zoé

18. Veltz P., *Petite ensaclaypédie*, Paris : La Découverte/éditions Dominique Carré, 2015, p. 11.

19. Bela de Araujo A., « La nouvelle faculté des sciences à Orsay (1954-1965) au prisme de la géographie de la science parisienne », dans Marantz É. et Méchine S. (dir.), *Construire l'université : architectures universitaires à Paris et en Île-de-France (1945-2000)*, Paris : Publications de la Sorbonne, 2016, p. 33-47.

20. Martin H., « Cultiver son jardin : Jomard à Lozère », *Bulletin de la Sabix* [En ligne], 54 | 2014, mis en ligne le 1er novembre 2014, consulté le 26 juin 2019. URL : <http://journals.openedition.org/sabix/1138>

21. Martin H., « Monsieur Henri Poincaré à Lozère-sur-Yvette (Seine & Oise) », *Bulletin de la Sabix* [En ligne], 51 | 2012, mis en ligne le 1^{er} novembre 2014, consulté le 26 juin 2019. URL : <http://journals.openedition.org/sabix/1160>

22. Pinault M., *Frédéric Joliot-Curie*, Paris : Odile Jacob, 2000, 712 p.

23. *Histoire d'une cité scientifique : le campus du CNRS à Gif-sur-Yvette (1946-2016)*, Paris : CNRS Éditions, 2016, 123 p.

24. Établissement public d'aménagement du plateau de Saclay, *L'innovation de tous les temps. Paris-Saclay du Néolithique à aujourd'hui*, Orsay, janvier 2019, 120 p.

fonctionne pour la première fois en 1948, ils ont besoin d'espace. On leur oppose les perspectives de développement dans Paris, à la place de la halle aux vins (futur campus de Jussieu), mais ce terrain met du temps à se libérer. Entre-temps, la création du CERN en 1954 rend urgent la création d'un institut de physique nucléaire à la hauteur de la présence que la France entend avoir dans cet organisme international de recherche. Les travaux commencent en 1955 sur un domaine confisqué pour faits de collaboration, et en 1958, plusieurs grands équipements sont installés à Orsay: cyclotron du Collège de France, synchrocyclotron, accélérateur linéaire. Les enseignements commencent également, et se développent à mesure que les bâtiments se construisent. Au 1^{er} mars 1965, la faculté des sciences de Paris est officiellement fixée à Orsay.

L'effet d'entraînement joue à plein pour l'implantation de nouvelles institutions autour d'Orsay-Saclay. L'on a déjà mentionné l'arrivée de l'ESTA et de SupOptique en 1966, de Supélec en 1975²⁵. Il faut y ajouter l'Institut des hautes études scientifiques, créé en 1958 et hébergé pendant trois ans à Paris par la Fondation Thiers au rond-point Bugeaud (désormais place du Chancelier Adenauer), qui achète en 1961 un domaine à Bures-sur-Yvette, à quelques centaines de mètres de la Faculté des sciences. Les physiciens souhaitaient en effet se trouver à proximité d'équipements de physique expérimentale.

Le besoin de place, le développement de gros équipements scientifiques, l'attrait d'un pôle scientifique facilitant les contacts entre chercheurs et donnant accès à un vivier

d'étudiants, l'incitation publique, sont autant de raisons qui poussent au déménagement. Qu'en est-il pour Polytechnique ?

Une école à l'étroit

Les constats sont unanimes au début des années 1960: les bâtiments historiques ont vieilli et ne suffisent plus, malgré les travaux d'agrandissement des années 1920, et à l'heure où on envisage le passage de la taille des promotions de 300 à 400 élèves (nous en reparlerons). Le ministre des Armées, Pierre Messmer, en visite le 1^{er} décembre 1967, est plus direct: l'inauguration de nouveaux locaux, explique-t-il, est également une question d'image et de prestige pour l'École, quand on compare ses bâtiments avec les locaux flamboyants neufs des écoles militaires de Coëtquidan ou de Salon-de-Provence²⁶.

Au-delà de l'état des bâtiments vieillissants, le besoin d'espace est lié à la réforme progressive et prudente de l'enseignement entamée à partir de la fin des années 1950, avec notamment la création de « petites classes » (travaux dirigés ou travaux pratiques) qui demandent des laboratoires d'expérimentation pour les cours, mais aussi des bureaux où les enseignants pourraient recevoir les élèves. L'objectif d'ensemble est de rapprocher les élèves des savoirs de pointe qui s'élaborent dans les laboratoires. Le décret du 28 janvier 1957 avait fixé comme objectif à l'École polytechnique de « donner à ses élèves une haute culture scientifique », afin qu'ils puissent s'adapter aux évolutions rapides des techniques. Pour cette raison, il faut leur donner les ressources pour comprendre les champs nouveaux de la science²⁷. Cela demande d'in-

25. L'acquisition par l'INRA du domaine de Vilvert à Jouy-en-Josas en 1949, afin de créer un centre de recherche zootechnique, est généralement rapproché de cet essor local. La logique d'implantation est la même (espace disponible, liaison ferroviaire directe avec les établissements de recherche parisiens). En revanche le pôle d'attraction est différent: le centre de recherche zootechnique de Jouy-en-Josas n'est pas tourné vers Orsay mais a vocation à collaborer avec les recherches sur les végétaux à Versailles (Sauveur B., « Localisation du dispositif de recherche de l'INRA, argumentaire et enjeux de 1946 à 2006 », *Histoire de la recherche contemporaine* [En ligne], VI/2 | 2017, mis en ligne le 1^{er} janvier 2019, consulté le 4 août 2019. URL: <http://journals.openedition.org/hrc/1519>)

26. « Une conférence de presse de monsieur Messmer, ministre des Armées, à l'École polytechnique », *La Jaune et la Rouge*, n° 222, janvier 1968, p. 3-6.

27. Tessier du Cros H., *Louis Armand, visionnaire de la modernité*, Paris: Odile Jacob, 1987, p. 362.

roduire de nouvelles disciplines, comme la biologie et l'informatique (l'École polytechnique fonctionne depuis sa création sur le triptyque mathématiques, physique, chimie), et de développer la présence de la recherche dans l'École même.

Or, les laboratoires de recherche se développent progressivement depuis une vingtaine d'années : notamment physique nucléaire des hautes énergies avec Louis Leprince-Ringuet, lasers avec Jean Vignal²⁸. Les travaux de Dominique Pestre ont montré comment la recherche française, après 1945, sort définitivement d'une approche « artisanale » : « Au premier rang des préoccupations, la transformation du laboratoire, d'espace confidentiel en un lieu réunissant des équipes fournies, pourvues d'une solide instrumentation »²⁹. La place stratégique prise par la recherche scientifique à l'échelon national joue également un rôle capital :

Sous l'autorité de dirigeants comme Pierre Guillaumat se développe ainsi une logique industrielle et scientifique encouragée par l'appareil d'État. [...] Au centre de ce dispositif se trouve une volonté de synthèse des aspects industriel et scientifique autour d'une forme d'utopie publique gérée par ce qu'on a pu appeler la « technostructure ». Cela prend très concrètement la forme d'une recherche fondée sur un idéal de rationalité technique en rapport avec la formation d'ingénieurs-mathématiciens dispensée dans les grandes écoles françaises.³⁰

L'École polytechnique est donc invitée – il faudrait mesurer les étapes, les moyens et les formes de cette incitation politique – à développer la recherche, non seulement en accueillant des laboratoires, mais en les associant étroitement à la formation. Là encore, constituer des laboratoires comparables à ceux des autres établissements nationaux, voire internationaux, et assurer une proximité physique entre élèves et chercheurs, plaident en faveur d'un déménagement.

Ces points sont bien connus. Méconnu, mais peut-être moins anecdotique ou pittoresque qu'on pourrait le croire, un dernier facteur a pu jouer un rôle dans les réflexions : la pratique des sports. La comparaison entre le système français et le système anglo-saxon est récurrente dans les réflexions sur l'éducation des élites : rôle du sport dans la création d'un esprit d'appartenance à l'institution et de dépassement de soi³¹, vastes campus américains proposant une large palette d'activités sportives. Le sport est perçu comme un moyen de se réaliser et de se dépasser comme individu, un espace pour apprendre l'importance de la discipline collective et de la cohésion d'un groupe, et une occasion de développer son sens tactique³². En ce sens, il est une préparation aux valeurs militaires.

En 1959, il y a cinq heures de sport chaque semaine ; natation, judo et athlétisme sont obligatoires³³. Les conditions matérielles s'améliorent au milieu des années 1960 avec le goudronnage de la cour des élèves (qui permet de tracer des terrains de volley, de hand et de

28. Sur ces sujets, voir les contributions suivantes dans Belhoste B., Dahan-Dalmedico A. et Picon A., *La formation polytechnicienne, 1794-1994*, Paris : Dunod, 1994 ; Dahan-Dalmedico A., « Rénover sans se renier. L'École polytechnique de 1945 à nos jours » (p. 299-332) et Pestre D., « Le renouveau de la recherche à l'école polytechnique et le laboratoire de Louis Leprince-Ringuet, 1936-1965 » (p. 333-356).

29. Pestre D. et Jacq F., « Une recomposition de la recherche académique et industrielle en France dans l'après-guerre, 1945-1970 : nouvelles pratiques, formes d'organisation et conceptions politiques », *Sociologie du travail*, vol. 38, n° 3, juillet-septembre 1996, p. 268.

30. *Ibid.*, p. 270.

31. Clastres P., « Inventer une élite : Pierre de Coubertin et la "chevalerie sportive" », *Revue française d'histoire des idées politiques*, vol. 22, n° 2, 2005, p. 51-71.

32. « Sport et formation de l'esprit », *La Jaune et la Rouge*, n° 229, août-septembre 1968, p. 11-16.

33. « Les sports à l'X », *La Jaune et la Rouge*, n° 130, septembre 1959, p. 91-93.

basket) et l'aménagement ou la réfection de certaines salles (judo, escrime, musculation...). Cependant, pour le football, le rugby, une partie de l'athlétisme, les élèves se rendent dans les stades de la périphérie, comme le stade de La Courneuve, le stade Pershing au bois de Vincennes, le stade Velpeau à Antony; l'aviron se pratique à Joinville, la voile à Saint-Quentin-en-Yvelines, l'équitation à la Garde républicaine, à l'École Militaire ou à l'École interarmées des sports à Fontainebleau³⁴.

La pratique des sports est un argument en faveur du transfert. Sur un nouveau site, il serait possible de construire, à proximité immédiate des lieux de vie, les équipements sportifs nécessaires, afin d'éviter le temps perdu dans les transports. Il serait également possible de développer l'équitation, voire de créer une section équestre militaire, qui pourrait ensuite devenir nationale et être ouverte aux élèves des autres grandes écoles du Plateau: « ce serait là l'amorce de contacts sains et la possibilité d'établir un rayonnement militaire profitable à tous », selon le général Mahieux en 1968³⁵.

Par ailleurs, l'intérêt affiché pour les performances sportives des polytechniciens est probablement à rapprocher des réflexions du temps sur le retard français dans ce domaine. Le sous-équipement et la faiblesse de la pratique organisée ont été brutalement mis en lumière par le désastre des Jeux Olympiques de 1964, où la France ne décroche qu'une seule médaille d'or, en équitation. De gros efforts sont dès lors entrepris par les gouvernements Pompidou pour développer le sport

au niveau national³⁶. Dans ce contexte, la pratique régulière et les bons résultats des polytechniciens sont autant un élément de fierté qu'une preuve que leur formation répond aux défis des temps³⁷.

Polytechnique à Palaiseau : quinze années d'un transfert complexe

De la phase préparatoire (1960-1970)...

Le 25 avril 1960, le ministre des Armées demande à Louis Armand, président du conseil de perfectionnement de l'École polytechnique, d'étudier les modalités d'un passage à 400 élèves par promotion à partir de 1966, d'un point de vue pédagogique et matériel. Le « rapport des 400 », remis en juin 1961, estime qu'il faut construire de nouveaux locaux, les bâtiments du V^e arrondissement ne permettant pas de loger 800 élèves. Le Conseil de perfectionnement de l'École conclut au déménagement complet en juillet 1961 :

Couper l'École en deux revient à séparer les promotions, solution inacceptable du point de vue de la continuité aussi bien pour le commandement, en pensant à la qualité de notre formation, que pour les problèmes psychologiques des traditions. Après échange de vues, le Conseil se rallie à la nécessité d'un déménagement total.³⁸

34. « La vie sportive à l'École », *La Jaune et la Rouge*, n° 224, mars 1968, p. 35; « Le sport, richesse et pauvreté », *La Jaune et la Rouge*, n° 293, juin 1974, p. 40-42; « Le club de voile », n° 308, février 1976, p. 15-16.

35. Archives de l'École polytechnique – Titre 1: « Organisation », section 2: « Mission et évolution de l'École. Transfert de l'École à Palaiseau, 1960-1977, 1/3 », carton n° 4 bis [ci-après AEP, I/2/4bis] – Sous-dossier « Reconstruction - Transfert » – Lettre du général Mahieux commandant l'École polytechnique au ministre des Armées, « Installation de l'École polytechnique à Palaiseau (logement des cadres et section équestre) », 11 avril 1968, n° 1705/EP/CDT.

36. Attali M., « Vivre heureux par le sport! L'irradiation collective d'un sentiment par une pratique », dans Flonneau M., Manigand C. et Robin É., *Georges Pompidou et une certaine idée de la France heureuse*, Bruxelles: PIE-Peter Lang, 2018, p. 156-174.

37. Callède J.-P., « Les politiques du sport en France », *L'Année sociologique*, vol. 52, n° 2, 2002, p. 437-457.

38. AEP I/2/4 – Sous-dossier « Extraits des séances du Conseil de perfectionnement concernant le développement de l'enseignement futur à l'X (1957-1971) et le transfert de l'École (1960-1971) » – Réunion du 20 juillet 1961.

Par lettre du 10 mars 1962, le Premier ministre, Michel Debré, charge le ministre des Armées, Pierre Messmer, d'étudier un transfert de l'École : « Je ne vois donc que des avantages à ce que vous puissiez, dès maintenant, achever la mise au point des études sur l'implantation de Polytechnique aux environs de Paris. »³⁹ La commission d'études rend son rapport le 1^{er} juillet 1962 (« livre vert »), basé sur « l'hypothèse d'une installation de l'École dans un site relativement isolé de la capitale, à une distance de l'ordre de 20 à 30 km ». Un transfert intégral est envisagé, mais on prévoit que certains locaux rue Descartes restent à disposition des associations d'anciens élèves. Parallèlement, une petite commission, associant le général commandant Polytechnique et des représentants de deux ministères (Armées et Construction), est chargée de trouver un terrain.

Diverses pistes sont explorées dans le sud de Paris (Corbeil, vallée de Chevreuse), avant qu'une solution ne soit trouvée en juin 1963 : Pierre Messmer, ministre des Armées, visite un terrain à Palaiseau suggéré par Edgard Pisani, ministre de l'Agriculture. Il écrit le lendemain au Premier ministre, Georges Pompidou, pour le lui décrire. L'espace est assez vaste pour accueillir l'Institut national agronomique, l'École polytechnique et le « Collège d'armement »⁴⁰, il dispose d'accès routiers et ferroviaires vers Paris, et se trouve à proximité de la faculté des sciences d'Orsay et du CEA. Avantage supplémentaire, la plupart des terrains appartiennent au ministère de l'Agriculture, aux Armées ou à la Caisse des dépôts et consignations. Pierre Messmer conclut : « Si vous donnez votre agrément de principe à

l'implantation sur ce site des nouveaux bâtiments de l'École polytechnique, j'étudierai dès maintenant avec mon collègue de l'Agriculture et avec le Délégué général les conditions d'acquisition et de partage. »⁴¹ Le Premier ministre répond positivement quelques jours plus tard, et un dossier sommaire lui est remis en août.

Le 22 juillet 1964, un comité interministériel pour la région de Paris approuve l'emprise proposée sur le plateau de Saclay et le projet d'aménagement proposé par le délégué général au district de la région de Paris. La conduite des deux projets de construction (École polytechnique et Collège d'armement) est confiée au Génie⁴². Dernière étape, le comité interministériel du 22 avril 1965 inscrit et budgète le projet dans le V^e Plan. Une double action commence alors : l'élaboration d'un projet qui servira de base au concours d'architecte, et les démarches en vue d'acquérir les terrains.

La commission du transfert est créée dès juin 1965, sous la présidence de Louis Armand, et rend son « programme des structures » (« livre rouge ») en 1966. Le concours à deux étapes est lancé à l'été 1966, et le projet de Henri Pottier est retenu en mai 1967, avant d'être présenté au public aux Invalides le mois suivant. Des modifications sont cependant demandées (par exemple sur la forme des bâtiments élèves). Le projet définitif est adressé début 1968 au Conseil des bâtiments de France pour obtenir le permis de construire⁴³. Lors d'une conférence de presse à l'École polytechnique, le 1^{er} décembre 1967, Pierre Messmer, ministre des Armées,

39. AEP I/2/4bis – Sous-dossier « Reconstruction - Transfert » – Lettre du Premier ministre au ministre des Armées, « Installation future de l'École polytechnique », 10 mars 1962.

40. Cet organisme, dont la création était alors envisagée, devait regrouper diverses écoles d'application dans le domaine de l'armement. Il a été aussi dénommé « collège » ou « centre » des « techniques avancées » (CETA ou COTA selon les auteurs et les époques ; cette fusion d'écoles est intervenue en 1970 par la création de l'ENSTA.

41. *Ibid.* – Lettre du ministre des Armées à Georges Pompidou, Premier ministre, « Transfert de l'École polytechnique », 21 juin 1963.

42. *Ibid.* – Lettre du ministre des Armées au Délégué général au District de la région de Paris, « Plans directeurs d'urbanisme intercommunaux n° 17 et 77 (zone Est du plateau de Saclay) », 22 juillet 1964.

43. AEP I/2/4 – Sous-dossier « Extraits des séances du Conseil de perfectionnement... » – Réunion du 5 janvier 1968.

envisage l'achat des terrains courant 1968, le début des travaux en 1969 et l'accueil des élèves à la rentrée 1972⁴⁴. Cependant, le contrecoup économique des grèves de mai 1968 conduit le nouveau gouvernement Couve de Murville à ajourner les crédits de transfert pour 1969⁴⁵.

Au printemps 1969, un budget prévisionnel est calculé tandis que l'accord préalable au permis de construire est délivré. Dans ce contexte et pour des raisons financières, le nouveau ministre des Armées décide que la construction se fera en deux phases :

Afin d'assurer le financement du transfert de l'École polytechnique à Palaiseau et sans préjuger des décisions qui pourront être prises concernant l'implantation d'autres écoles au voisinage, je suis conduit à envisager un étalement dans le temps de l'opération.

Dans une première étape, seraient construits et mis en service les laboratoires y compris les aménagements propres à l'enseignement de l'informatique ainsi que les installations sportives. Les autres éléments de l'École seraient édifiés ensuite.⁴⁶

La recherche d'économies conduit à revoir le projet en 1970 et à diminuer les surfaces construites, notamment en réduisant la surface des laboratoires et en supprimant l'un des amphithéâtres. Plusieurs sous-programmes (ou tranches de travaux) sont donc définis : le sous-programme A concerne les laboratoires, les bâtiments techniques (ateliers centraux, moyens généraux, centrale thermique...) et les équipements sportifs

extérieurs (1972-1974), le sous-programme B inclut le bâtiment principal et les logements des élèves (1974-1976), le sous-programme C comprend notamment les villas des cadres (1976-1977). Un sous-programme D en 1978-1979 voit la construction du centre équestre et de trois bâtiments pour les élèves mariés et les cadres.

... à la construction effective (1970-1979)

Le permis de construire est délivré le 9 novembre 1970, les travaux de viabilisation et de raccordement aux réseaux d'eau et d'électricité sont achevés début 1972 et le sous-programme A peuvent commencer. L'ensemble des travaux sont supervisés par un directeur de programme, assisté par la « commission de surveillance des travaux de transfert de l'École polytechnique », créée en novembre 1971, et où sont représentés le chef d'État-major des armées, les services financiers du ministère de la Défense nationale, le Contrôle général des Armées, le Génie, l'École polytechnique. D'autre part, une « commission du déménagement » est créée en décembre 1975, avec pour mission de « préciser les aménagements et installations nécessaires à l'accueil de l'École polytechnique à Palaiseau et les différentes phases du déménagement avec leur calendrier »⁴⁷.

Le déménagement des laboratoires se fait progressivement à partir de l'été 1974 (PMI : physique des milieux ionisés à partir de juillet, optique quantique à partir de septembre), l'emménagement officiel étant prévu au 1^{er} octobre. En novembre 1974, 125 personnes travaillent à Palaiseau dans des conditions normales (téléphone, transports, restau-

44. AEP I/2/4 – Sous-dossier « Structures nouvelles et transfert de l'École polytechnique ». Conférence de presse de M. Messmer, ministre des Armées, à l'École polytechnique le 1^{er} décembre 1967.

45. AEP I/2/4bis – Sous-dossier « Reconstruction – Transfert » – Note du bureau « Construction » pour le cabinet militaire, « Palaiseau (Essonne). Transfert de l'École polytechnique », 9 octobre 1968, n° 005034.

46. AEP I/2/4 – Sous-dossier « École à Palaiseau : maquette de Giraud, présentation de Pottier, modifications apportées, logements des élèves, logements à Palaiseau, centre équestre » – Note de Michel Debré, ministre des Armées, au chef d'état-major des Armées, 2 août 1969, n° 26714.

47. AEP I/2/4ter – Sous-dossier « Commission du déménagement » – décision n° 054102 du ministre de la Défense, 30 décembre 1975.

ration), et le laboratoire PNHE (physique nucléaire et des hautes énergies) est attendu pour le mois de janvier⁴⁸. Parallèlement, le sous-programme B (bâtiment principal et logements) se développe, avec des complications diverses : difficultés internes des prestataires (faillites), changements de normes (normes anti-incendie par exemple), mouvements sociaux (grèves affectant les travaux), aléas climatiques (la sécheresse de l'été 1976 empêche de semer du gazon). L'échéance d'une ouverture officielle à la rentrée 1976 est cependant respectée, sur un chantier de plusieurs dizaines d'hectares où travaillent quotidiennement entre 700 et 800 ouvriers⁴⁹.

Le 30 août 1976, la promotion 1976 fait son entrée pour incorporation. Deux semaines plus tard, le 13 septembre, c'est l'arrivée de la promotion 1975 qui vient de passer un an sous les drapeaux. Les bâtiments sont achevés, à quelques éléments près : logements des élèves mariés, poste d'accueil, clôture, vestiaires du stade, centre hippique, monument aux morts, une série de retouches et de réglages. Côté transports, certains axes restent à construire ou aménager : la route nord-sud pour éviter la circulation de riverains longeant l'École par le sud, le raccordement à l'actuelle N 118, le chemin piétonnier vers Lozère, l'amélioration de la liaison automobile vers Lozère via la rue Charles Gounod⁵⁰. À ces sujets s'ajoutent notamment le problème du logement des cadres et personnels de l'École à consolider dans les programmes immobiliers des communes voisines (Palaiseau, Les Ulis...), l'aménagement du parc péri-urbain à la limite avec Palaiseau, les transports individuels et collectifs. Toutes ces questions seront à l'ordre du jour de la Commission de

surveillance des travaux de transfert à Palaiseau, jusqu'à sa dissolution en mars 1979.

Le 1^{er} février 1977, l'École polytechnique abandonne définitivement ses locaux⁵¹. Dernière étape légale de cette installation : l'arrêté du 2 octobre 1984 « port[e] attribution à titre de dotation définitive à l'École polytechnique d'un ensemble immobilier domanial sis à Palaiseau », d'une surface de 152 hectares⁵². Le projet initial, estimé à 167 millions en 1965, aura finalement coûté 378 millions de francs⁵³. La différence s'explique par l'inflation, d'environ 10 % par an dans les années 1970, malgré les économies réalisées sur le programme. D'autre part, certaines dépenses n'avaient pas été incluses dans le budget initial (notamment l'équipement des nouveaux bâtiments), et d'autres sont venues s'ajouter pour compenser l'isolement de l'École (accès routiers et logements des cadres par exemple).

L'AX et le transfert à Palaiseau

Cette analyse est fondée sur un dépouillement intégral de la revue des anciens de l'École polytechnique, *La Jaune et la Rouge*, de 1957 à 1977. Observateur de proximité, directement engagée dans les événements même si elle n'a pas de rôle décisionnel propre, l'association des anciens élèves reflète les évolutions de son institution. Sa revue permet également de mesurer les limites des versions officielles et des propos publics, et le besoin que des études solides soient conduites en croisant les archives.

48. AEP I/2/4quater – Sous-dossier « Commission de surveillance des travaux de transfert de l'École polytechnique à Palaiseau » – Procès-verbal de la 12^e réunion, 27 novembre 1974.

49. *Ibid.* – Procès-verbal de la 14^e réunion, 14 mai 1975.

50. *Ibid.* – Procès-verbal de la 18^e réunion, 30 juin 1976.

51. « Le 1^{er} février 1977, cette porte a été fermée ! », *La Jaune et la Rouge*, n° 318, février-mars 1977, p. 3.

52. *Journal Officiel* du 1^{er} octobre 1984, p. 9533.

53. AEP I/2/4 – Sous-dossier « Dossier provenant du président du Conseil d'administration de l'École (1972-1985) » – Rapport de la Cour des Comptes adressé au ministre de la Défense, « Déplacement de l'École polytechnique à Palaiseau », 7 juin 1977.

1961-1970 : du projet aux plans

Annoncé dans son principe en 1961, le transfert est abordé lors de l'assemblée générale de 1962, en réponse à une question sur le passage à 400 élèves⁵⁴. Pour examiner la double question des 400 et du transfert, le conseil d'administration de la SAX crée le mois suivant une commission, la commission Mialaret. On sait que celle-ci rend ses conclusions en février 1963 et conclut au transfert.

Dès lors, l'AX soutient le déménagement. L'association se préoccupe très tôt du devenir des bâtiments qui seront libérés, préparant dès l'automne 1965 une demande officielle en vue de conserver l'utilisation du pavillon Boncourt⁵⁵, et une commission est créée pour y réfléchir⁵⁶. Lors de l'Assemblée générale du 6 juin 1966, le secrétaire général affirme que l'AX se fera la caisse de résonance des « avis » et « soucis » pouvant être exprimés à ce sujet⁵⁷. La posture de l'association est la suivante : le transfert a été décidé, et l'AX fera tout ce qu'elle peut pour qu'il se passe dans de bonnes conditions.

Le conseil restreint du 23 février 1968 à l'Élysée confirme le transfert de l'École polytechnique, et à plusieurs reprises au cours de l'année, l'AX insiste sur l'importance d'un « groupement de plusieurs grandes écoles » à Palaiseau. L'année suivante, Michel Debré, ministre de la Défense, prend la parole devant les enseignants, puis devant les élèves. Il défend le transfert, nécessaire à l'enseigne-

ment, à la recherche et à la vie quotidienne, mais également en vue d'une augmentation de la taille des promotions⁵⁸. Il ne donne pas de date précise pour le transfert, ni de détails concernant les autres écoles. De réunion en réunion, le Conseil d'administration de l'AX constate que l'on n'en sait pas plus sur l'« environnement »⁵⁹. Début 1971, on apprend que pour des raisons budgétaires le projet a été remanié : le grand amphithéâtre de 1000 places ne sera pas construit et la surface des laboratoires sera un peu réduite. Mais l'on n'en sait toujours pas plus sur l'arrivée des autres écoles⁶⁰.

1971 : la première crise

Palaiseau suscite une première crise interne au printemps 1971. Les réflexions sur le devenir des bâtiments parisiens concluent qu'il faut préserver une vocation d'enseignement aux lieux, et conserver le bâtiment Boncourt et la cour d'honneur dans le giron de Polytechnique. Pour le reste des bâtiments, la situation est moins claire : l'Éducation nationale et la Défense ne souhaitent pas les reprendre en entier. Des promoteurs immobiliers sont également intéressés, dont certains sont d'anciens élèves.

Couture, président de l'AX, prend l'initiative d'écrire au ministre de la Défense, Debré, pour les lui recommander. Le Conseil d'administration, stupéfait, désapprouve la lettre, estimant que l'association n'a pas à « patron-

54. « Compte rendu de l'Assemblée générale annuelle de la SAX tenue le 12 mai 1962 à l'amphithéâtre Poincaré », *La Jaune et la Rouge* [ci-après JR], n° 162, juillet 1962, p. 39-40.

55. « Procès-verbal de la séance du conseil d'administration de l'AX du 1^{er} octobre 1965 », JR, n° 201, février 1966, p. 50.

56. « Procès-verbal de la séance du conseil d'administration de l'AX du 22 mars 1966 », JR, n° 205, juin 1966, p. 47.

57. « Compte rendu de l'assemblée générale annuelle de l'AX du 6 juin 1966 », JR, n° 206, juillet 1966, p. 36.

58. « Le transfert n'a pas seulement le sens d'un agrandissement des locaux, d'une amélioration des conditions de logement et de vie des élèves, n'a pas seulement comme conséquence l'amélioration des laboratoires ou des bibliothèques et autres salles d'études ; ce transfert doit également permettre à Polytechnique de recevoir, le cas échéant, des promotions quelque peu plus nombreuses et de faire face à ce besoin d'ingénieurs et de techniciens qui sera la caractéristique de notre temps et qui sera davantage la caractéristique du XXI^e siècle, pur autant qu'on puisse l'imaginer. » (« Allocution de M. Michel Debré aux cadres et au corps enseignant de l'École polytechnique [29 octobre 1969] », JR, n° 245, février 1970, p. 5).

59. « Compte rendu de la séance du conseil d'administration de l'AX du 27 mars 1968 », JR, n° 227, juin 1968, p. 37 ; « Procès-verbal de la séance du conseil d'administration de l'AX du 2 décembre 1969 », JR, n° 346, mars 1970, p. 57 ; « Conseil d'administration de l'AX. Procès-verbal de la séance du 7 octobre 1970 », JR, n° 256, février 1971, p. 34.

60. « Procès-verbal de la séance du 20 janvier 1971. Conseil d'administration de l'AX », JR, n° 258, avril 1971, p. 30.

ner un groupe déterminé de promoteurs ». Couture remet sa démission et Bernard Villers est élu président en juin 1971⁶¹. Cet épisode explique pourquoi les opposants au transfert réunis dans le GXM estiment légitime leurs craintes de voir la montagne Sainte-Geneviève livrée aux appétits immobiliers, et feront abondamment campagne sur ce thème.

À l'AX, en interne, les doutes commencent à se faire jour à propos de la légitimité même du transfert. En avril 1971, Delapalme « se demande s'il faut souhaiter ce transfert, [il] exprime, en tout cas, l'opinion que l'AX devrait dire nettement qu'elle serait opposée à ce déplacement si l'École devait être isolée, sans un groupe d'autres Écoles, à Palaiseau »⁶². En septembre 1971, c'est le tour de Vicarini, qui « émet des doutes sur la venue à Palaiseau de certaines des écoles envisagées » et « maintient son point de vue sur l'intérêt de trouver une solution convenable pour le maintien de l'École à Paris, sur son emplacement actuel »⁶³. Se réunissant mi-décembre, le Conseil d'administration de l'AX estime désormais urgent de saisir le ministre de la Défense de ses inquiétudes sur l'environnement (cette lettre est envoyée le 29 décembre 1971). L'option du réexamen fait son chemin :

D'une manière générale, les membres du Conseil constatent, en déplorant la chose, qu'il n'y a jamais eu de plan d'ensemble, étudié ou proposé par les différents organismes officiels ou ministères, sur l'ensemble du plateau de Palaiseau (écoles et urbanisation).

Astier, Josse, Gardent constatent, en résumé, que l'affaire a été lancée dans

une perspective déterminée, qui n'est pas réalisée ; que, de ce fait, le transfert n'apportera peut-être pas d'avantages sensibles nouveaux, susceptibles de justifier un investissement aussi important, et que les avis émis peuvent justifier un nouvel examen, un temps de réflexion, semble-t-il, même si ce délai devait entraîner un temps de retard dans les travaux de construction de l'École.⁶⁴

Durant l'année qui sépare les assemblées générales de 1971 et 1972, les compte rendus du CA de l'AX donnent l'impression d'un piétinement : de réunion en réunion, l'on attend une réunion interministérielle, on crée une commission « environnement », on envoie une lettre. Une présentation des plans définitifs de la future École par son architecte a lieu en février 1972, mais nous ne savons pas quel impact et quelle audience cette présentation a pu avoir⁶⁵.

Lors de l'assemblée générale du 5 juin 1972, les opposants se sont organisés. Ils développent leurs critiques dans un tract distribué aux participants. Prenant la parole durant l'AG, Donat Clerget, Roger Gaspard et Raymond Panié souhaitent qu'on renonce au transfert. D'une part, il est inutile : on peut agrandir l'École sur place, ou fonctionner sur deux sites, recherche et sports à Palaiseau, enseignement et vie collective à Paris. D'autre part, il ne va pas dans le sens de l'histoire : dix des universités parisiennes nées du morcellement de l'université de Paris vont rester dans Paris même. Surtout, les polytechniciens ne doivent pas paraître cautionner ce transfert : « même si la décision est irrévocable, on ne

61. « Conseil d'administration de l'AX. Procès-verbal de la séance du 23 mars 1971 », *JR*, n° 260, juin 1971, p. 33-34 ; « Conseil d'administration de l'AX. Compte rendu de la séance du 21 avril 1971 », *JR*, n° 261, juillet 1971, p. 27 ; « Compte rendu de la séance du conseil d'administration de l'AX du 18 mai 1971 », *JR*, n° 262, août-septembre 1971, p. 32.

62. « Conseil d'administration de l'AX. Compte rendu de la séance du 21 avril 1971 », *JR*, n° 261, juillet 1971, p. 27.

63. « Procès-verbal de la séance du Conseil d'administration de l'AX du 29 septembre 1971 », *JR*, n° 265, décembre 1971, p. 28-29.

64. « Conseil d'administration de l'AX. Procès-verbal de la séance du 21 décembre 1971 », *JR*, n° 270, mai 1972, p. 14-15.

65. « Conseil d'administration de l'AX. Compte rendu de la séance du 13 juin 1972 », *JR*, n° 274, octobre 1972, p. 8-10 du supplément « Informations polytechniciennes ».

doit pas pouvoir dire que l'AX s'y est associée. »⁶⁶

Au cours de l'année qui suit, l'AX essaie de faire avancer le dossier de l'« environnement », notamment en prenant contact avec les associations d'anciens élèves des écoles concernées par le transfert⁶⁷. Elle publie également un numéro spécial de JR, en novembre 1972, rassemblant l'ensemble des éléments du dossier, et appelant les membres de l'AX à réagir massivement par écrit pour donner leur opinion.

L'essor du GXM

Fin 1972, Clerget demande qu'un groupe appelé « X-Montagne Sainte-Geneviève » soit créé officiellement en tant que groupe affilié à l'AX. Le CA refuse, estimant que le groupe poursuivrait un but inverse aux positions officielles de l'association, ce qui est contraire aux statuts⁶⁸. Le GXM va donc poursuivre ses activités en dehors de l'AX. À l'approche de l'assemblée générale de juin 1973, deux listes sont en présence. L'assemblée se déroule dans un climat d'agitation et de défiance : à la suite d'une assignation en justice par Vinçotte, le scrutin pour l'élection partielle au CA est dépouillé sous le contrôle d'un huissier⁶⁹.

Douze membres du GXM entrent au conseil d'administration de l'AX en juin 1973. Pour présenter leur point de vue, Panié et Gaspard sont reçus par le ministre de la Défense en septembre 1973, puis par son directeur de cabinet en octobre. Le 22 octobre, le Ministre leur adresse une réponse écrite négative :

la construction à Palaiseau se poursuivra, car elle est engagée depuis longtemps et elle permettra « une conjonction étroite » entre enseignement et laboratoires. De plus, les évolutions possibles des effectifs et des méthodes seront gérables à Palaiseau, tandis que l'X, « si elle devait rester sur la Montagne Sainte-Geneviève, serait peu à peu étouffée »⁷⁰.

Le ton monte peu à peu entre l'AX et le GXM, témoin l'éditorial de janvier 1974 : « Vous êtes-vous rendu compte, vous, mes camarades, de ce que certains qui se disent des nôtres sont en train de nous ridiculiser ! Maintenant, ça suffit ! »⁷¹ L'argument est que les divisions étalées au grand jour entament la crédibilité de l'AX qui essaie de faire avancer le dossier de l'« environnement ». Gautier est en effet reçu par le Premier ministre Pierre Messmer le 6 février, qui lui déclare :

En ce qui concerne les Grandes Écoles (X, ENSTA, Ponts et Chaussées, Institut national agronomique), le transfert se fera dans les conditions initialement prévues, mais avec des décalages dans le temps dus à l'élaboration d'une programmation difficile.

L'environnement urbain sera, dans l'immédiat et pour des raisons d'opposition des représentants des communes avoisinantes, limité à 3 000 logements.

Par contre les voies et moyens de communication feront l'objet d'une action d'envergure permettant de relier le Plateau

66. « Compte-rendu de l'assemblée générale de l'AX du 5 juin 1972 », JR, n° 273, août-septembre 1972, p. 10-18 du supplément « Actualités polytechniciennes ».

67. « Conseil d'administration de l'AX. Procès-verbal de la séance du 27 novembre 1972 », JR, n° 277, janvier 1973, p. 14-17 du supplément « Actualités polytechniciennes ».

68. *Ibid.*

69. « Compte rendu de l'assemblée générale de l'AX du 20 juin 1973 », JR, n° 284, août-septembre 1973, p. 5-24 du supplément « Actualités polytechniciennes ».

70. Lettre reproduite dans JR, n° 286, novembre 1973, p. 3.

71. « Le mot du Président », JR, n° 288, janvier 1974, p. 1-2.

de Palaiseau à Paris dans les meilleures conditions possibles.⁷²

de coopération ont été une manœuvre dilatoire de l'AX⁷⁵.

Gautier répond au Ministre par écrit le 14 février 1974, écrivant que si tout ceci ne se fait pas, « nous sommes unanimes à ne pouvoir souscrire à des mesures qui constitueraient une expérience dangereuse pour l'avenir d'une École à laquelle nous sommes tous attachés. »⁷³ Parallèlement à ces démarches, et pour assurer sa légitimité face au GXM qui commence à publier son propre bulletin, l'AX lance une consultation écrite exceptionnelle auprès des adhérents, avec la question suivante : « Faites-vous confiance à votre Conseil pour poursuivre l'action qu'il a entreprise en vue de sauvegarder l'avenir de l'École polytechnique ». Sur 5 554 votants, 62,5 % déclarent soutenir l'AX⁷⁴.

À l'assemblée générale de juin 1974, le conseil d'administration de l'AX est mis en minorité par une motion de censure et le refus du budget. La crise est résolue en juillet par un accord entre Jean Gautier, président sortant, André Decelle, nouveau président, et Roger Gaspard du GXM, pour élaborer une liste d'union proposée au vote à l'AG du 28 octobre. La visite du site de Palaiseau en décembre, « particulièrement inhospitalier », « dans un dramatique isolement », à l'architecture « d'une désolante banalité », et l'information selon laquelle l'École des Ponts a obtenu de ne pas déménager et négocié une extension *in situ*, vont précipiter la fin de la « cohabitation ». L'AX estime que le GXM cherche en réalité à se poser en unique représentant légitime des polytechniciens, et les membres du GXM déclarent que les six mois

Dernier baroud d'honneur et confirmation de la décision de transfert

La suite est connue : à l'assemblée générale de juin 1975, les membres du GXM l'emportent. La politique de l'AX change alors radicalement, et l'association s'engage activement pour le maintien de l'École polytechnique à Paris : en juillet, demande d'audience au président de la République (suivi d'une lettre ouverte en octobre), en septembre projet de rénovation élaboré par La Tour d'Auvergne avec propositions alternatives pour utiliser les bâtiments déjà construits à Palaiseau, en octobre conférence de presse, sondage auprès de la population parisienne réalisée par la SOFRES⁷⁶. L'on sait que cette mobilisation ne portera pas ses fruits : la promotion 1975, après un an sous les drapeaux, entre dans les nouveaux bâtiments de Palaiseau à la rentrée 1976. L'AX en prendra acte, le GXM adoptant à son tour la position de ses prédécesseurs :

Nous constatons ce déracinement avec tristesse, et ce manque de concertation [l'opposition de l'AX n'a pas été entendue par les autorités de l'X] avec inquiétude. Nous estimons que ce transfert a été et restera une erreur. Nous pensons cependant qu'il serait peu conforme à l'intérêt général de concevoir une amertume stérile. L'École polytechnique est aujourd'hui à Palaiseau ; nous espérons qu'elle conservera, sur ce nouveau site, le rayonnement qui fait notre fierté, et nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour qu'il en soit ainsi.⁷⁷

72. « Un dernier mot du président Gautier... », *JR*, n° 294, juillet 1974, p. 2-6.

73. *Ibid.*

74. « Courrier des lecteurs », *JR*, n° 292, mai 1974, p. 5-7.

75. *JR*, n° 302, mai-juin 1975 : « Conseil d'administration de l'AX du 8 janvier 1975 », p. 34-39, et « Conseil d'administration de l'AX du 19 mars 1975 », p. 46-47.

76. Voir également dans ce numéro le témoignage de Jean-Pierre Bégon-Lours, « Les contestations polytechniciennes à la Montagne », p. XX-XX., et l'étude de presse détaillée réalisée par Michel Dupuy (« Le transfert de Palaiseau dans les médias », p. XX-XX).

77. « Rapport moral 76 », *JR*, n° 320, mai 1977, p. 65.

Une histoire à faire

Derrière ce récit chronologique apparemment linéaire se cache une histoire bien plus complexe – qui reste à écrire – où jouent à la fois les pouvoirs centraux de l'État, les logiques administratives, mais aussi les intérêts particuliers des riverains et l'évolution des mentalités comme des conceptions de l'aménagement. Il faut abandonner en tout cas l'idée que le transfert de l'École relèverait d'une décision souveraine mise en œuvre de proche en proche (bien qu'avec lenteur), dans une logique pyramidale de l'autorité. En voici deux exemples.

Tout d'abord, si l'on peut dater le principe du transfert de l'École polytechnique à travers la succession des actes ministériels, cet historique ne nous éclaire ni sur les origines réelles de la décision, ni sur les pressions qui ont pu s'exercer dans un sens ou dans l'autre. L'on sait que l'éventuel passage à 400 élèves a déclenché le processus ; si c'est l'argument principal, est-ce pour autant la motivation première des décideurs politiques ? Les documents ministériels montrent qu'en avril 1961, l'on « sanctuarise » la présence de l'École polytechnique en région parisienne : le nom de l'École est biffé d'un projet de note⁷⁸. Qui a tracé ce coup de crayon et à l'issue de quelles réflexions ? On ne peut pas le dire pour l'instant.

Or, cette question n'est pas anodine. La mission portée par la DATAR à partir de sa création en 1963 vise le développement des régions, d'où une hostilité de principe au « desserrement » en région parisienne perçu comme un dévoiement de la décentralisation. Le transfert de Polytechnique à

Palaiseau se heurte donc à la résistance de la DATAR, qui ne peut l'empêcher mais s'efforce de le limiter. C'est ainsi que le comité de décentralisation du 9 juillet 1968 réduit la surface totale de 75 000 m² à 65 000 m², pris par moitié sur les laboratoires et sur les locaux collectifs⁷⁹. Son statut militaire ne préserve donc pas l'École des rivalités et des conflits politico-administratifs.

Deuxième exemple, et non des moindres, la question de « l'environnement » de Polytechnique à Palaiseau – nous dirions aujourd'hui « l'écosystème ». Les projets officiels d'aménagement, dont la Jaune et la Rouge fait régulièrement état, prévoient de déménager conjointement Polytechnique et une partie de ses écoles d'application parisiennes : on pense aux Mines (boulevard Saint-Michel), aux Ponts et Chaussées (rue des Saints-Pères), à l'Institut national d'agronomie (rue Claude Bernard), à plusieurs écoles d'application dans le domaine de l'armement que l'on réunirait en un « collège » ou « centre » des techniques avancées⁸⁰. La liste est parfois étendue à l'École nationale supérieure des télécommunications. Ces écoles formeraient un ensemble cohérent, mutualiseraient certains équipements (centre de calcul, amphithéâtre géant, équipements culturels...). Du point de vue urbanistique, elles justifieraient par leur échelle le développement de liaisons routières, et serviraient de socle à un développement urbain qui procurerait une série d'aménités.

Ce projet s'inscrit dans le cadre plus large des schémas d'aménagement de la région parisienne, PADOG (plan d'aménagement et d'organisation de la région parisienne) en 1960, et surtout le SDAURP (schéma direc-

78. Nous remercions chaleureusement Michel Dupuy, par ailleurs contributeur à ce numéro, de nous avoir aimablement communiqué cette information issue de ses recherches personnelles aux Archives nationales.

79. AEP I/2/4 – Sous-dossier « Dossier provenant du président... » – Note de Jean-François Saglio pour Georges Pompidou, « Palaiseau », 18 février 1972.

80. Voir note 40 ci-dessus.

teur d'aménagement et d'urbanisme de la région de Paris) en 1965⁸¹. Le SDAURP vise à orienter l'aménagement en vue de l'arrivée de quatre à cinq millions d'habitants en région parisienne d'ici l'an 2000. Pour canaliser cet inévitable développement, il faut créer des points d'ancrage en périphérie autour d'« axes préférentiels ». Parmi eux, la zone sud-ouest, où les établissements d'enseignement et de recherche seront un point d'ancrage pour un développement urbain important (plusieurs dizaines voire plusieurs centaines de milliers de personnes) tirant parti de l'espace disponible entre Palaiseau et Plaisir. Dès le printemps 1964, une étude propose un plan-masse pour l'implantation sur le plateau de Saclay de plusieurs grandes écoles (Polytechnique, Institut national agronomique, COTA⁸², éventuellement Ponts et Chaussées)⁸³.

Le transfert de Polytechnique a ainsi été conçu dans la perspective d'un aménagement global du plateau de Palaiseau (équipements, logements, transports) et du voisinage d'autres grandes écoles. Or, c'est dans un contexte très différent qu'il a été mené. L'histoire des décisions correspondantes reste entièrement à faire : le projet global a-t-il été endossé pour convaincre la DATAR que le transfert de grandes écoles en région parisienne plutôt qu'en province servait un but légitime d'aménagement du territoire ? Du côté des grandes écoles pressenties pour un transfert, quels facteurs ont joué pour leur permettre de rester à Paris ? Le fait que le plateau de Palaiseau relève de la Mission d'aménagement et d'urbanisme de Trappes puis de

l'EPASQY (établissement public d'aménagement de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines), et soit donc à la marge de son espace géographique, explique-t-il une certaine mollesse ?

Il est en tout cas avéré que la lenteur du processus de décision dans les années 1960 s'explique en partie par la recherche d'une coordination entre la nouvelle école et les schémas d'aménagement. Pour ne citer qu'un seul exemple : en 1969, on modifie le tracé de la future autoroute traversant le plateau (l'ARISO, future A87, jamais construite), ce qui modifie l'emprise prévue pour Polytechnique. Il faut donc une nouvelle déclaration d'utilité publique tenant compte de la modification⁸⁴.

Éléments de conclusion

L'École polytechnique, comme d'autres grandes écoles, a été délocalisée dans les années 1960-1970. D'autres institutions ont connu une trajectoire analogue à la sienne, avec un long délai entre décision initiale et transfert effectif, et une multiplicité des logiques explicatives internes et externes⁸⁵. Le cas de l'École polytechnique est cependant très spécifique, compte tenu des contradictions qu'il révèle du côté des acteurs publics, et de la profonde crise morale que le transfert a suscitée dans la communauté polytechnicienne.

L'on sait combien l'institution s'est transformée entre 1968 et 1978 : réforme des statuts et de la gouvernance, réorganisation des filières et des enseignements, renouvellement

81. Concernant les structures et les projets d'aménagement de la région parisienne dans les années 1960, voir Valade B., « Variations sur l'urbanisme d'état en région parisienne. (1919-1969) », *L'Année sociologique*, 2008/1 (vol. 58), p. 121-142, et Vadelorge L., « Les projets de Delouvrier : changement d'échelle ou restructuration de la région parisienne ? », dans *Agrandir Paris (1860-1970)* [en ligne]. Paris : Éditions de la Sorbonne, 2012, consulté le 14 novembre 2019. URL : <http://books.openedition.org/psorbonne/2426>.

82. Voir note 40 ci-dessus.

83. AEP I/2/4quater – District de la Région de Paris/Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne, *Implantation de grandes écoles nationales sur le plateau de Saclay*, mai 1964.

84. AEP I/2/4bis – Sous-dossier « Reconstruction – Transfert » – Lettre de Marceau Long, ministre d'État chargé de la Défense nationale, au ministre de l'Équipement et du Logement, 19 août 1969, n° 28625/DN/DAAJC/MD.

85. Lamy J., « Grandeur scientifique et politiques de l'espace : la création et le transfert du CNES (1958-1974) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2011/1, n° 58-1, p. 156-177.

du corps professoral, démilitarisation relative de l'École, essor de la recherche, développement de nouvelles disciplines (biologie, informatique, économie), féminisation du recrutement, et transfert à Palaiseau. Ces évolutions ont leurs accélérations, leurs logiques et leurs résistances propres, mais elles sont également étroitement intriquées. Le déménagement, processus à la fois concret et symbolique, est probablement surinvesti par les rancœurs nées de ces transformations, le sentiment d'une perte partielle d'identité, et exacerbées par les critiques auxquelles Polytechnique doit faire face dans les années 1970⁸⁶.

Cette accumulation contribue certainement à expliquer pourquoi l'opposition visible au transfert, menée par le groupe X-Montagne Sainte-Genève (GXM)⁸⁷, est tardive, ne prenant corps qu'au moment où les travaux commencent. Il faut évidemment la replacer dans le contexte plus large des années 1960-1970 : les grands travaux menés en région parisienne ont radicalement transformé le visage de certains quartiers, comme Maine-Montparnasse, La Défense, ou, plus proche, le quartier de la halle aux vins où le « grill » de Jussieu a été construit en 1964-1968. À l'été 1971, c'est le début de la destruction des Halles de Baltard, qui représenta un véritable traumatisme pour une partie des Parisiens⁸⁸. Deux ans plus tard, l'association SOS Paris est créée pour mobiliser contre la création de la voie express rive gauche, qui serait passée sur les quais en face de Notre-Dame.

Mais il serait trompeur de réduire la résistance du GXM à une réaction de nature psychologique et identitaire, et une étude bien plus approfondie serait nécessaire pour comprendre la dynamique du mouvement,

sa structuration, et son devenir. De plus, cet épisode très connu questionne ce que l'on connaît très mal, à savoir les critiques et les résistances que le projet a nécessairement rencontrées dès 1960. Enfin, par sa flamboyance et son impact, le GXM attire l'attention sur le fonctionnement des milieux polytechniciens dans les années 1960-1970, et pose plusieurs questions qui mériteraient d'être approfondies : dans quelle mesure le projet de transfert a été accompagné par ce qu'on appelle de nos jours la « conduite du changement » ? Les structures de gouvernance et de représentation de l'École et de ses anciens permettaient-elles l'organisation d'un débat contradictoire voire l'expression de critiques directes ? Que révèle cette crise sur les fondements de l'identité polytechnicienne et leur évolution ?

L'étude du transfert pose en tout cas la question du choix collectif d'une communauté face à une décision d'État : en interrogeant la capacité de l'institution à orienter une décision qui la concerne et à accompagner sa mise en œuvre, l'on questionne en réalité son influence réelle. Il serait également intéressant de penser le transfert à Palaiseau dans l'évolution à long terme de l'identité polytechnicienne : identité par le négatif (l'épreuve commune du plateau isolé et balayé par les vents), mais également identité positive en lien avec d'autres évolutions (indépendance liée à la nécessité d'avoir un véhicule personnel, renouvellement des enseignements, informatique, bientôt l'internationalisation) et transmission d'éléments patrimoniaux⁸⁹. Quelles traces reste-t-il de ces années dans la définition de l'identité polytechnicienne de 2019, surtout à l'heure du nouveau projet Paris-Saclay ?

86. Par exemple, l'abondance des réactions à la publication du pamphlet de Jacques Kosciuszko-Morizet, *La mafia polytechnicienne*, en 1973, révèle à la fois l'exaspération et la fragilisation de la communauté.

87. [Ndlr : Pour plus de précisions sur l'activité de ce groupe, voir dans le présent bulletin l'article de Jean-Pierre Bégon-Lours « Le transfert vu par les anciens élèves de l'X »].

88. Flonneau M., Geneste P., Nivet Ph. Et Willaert É., *Le grand dessein parisien de Georges Pompidou*, Paris : Somogy, janvier 2011, 256 p.

89. Pour la constitution d'une identité patrimoniale à Palaiseau, voir la contribution de Marc Aymes, « Palaiseau : mythologie des lieux », dans Hottin, *Universités et grandes écoles à Paris*, op. cit., p. 209-212.